Soutien aux lycéen·nes mobilisé·es

Depuis lundi, le mouvement lycéen déjà actif la semaine dernière en région parisienne s'est étendu jusque dans l'académie de Lille. Des lycéennes et des lycéens se mobilisent dans de nombreux établissements, en métropole lilloise et ailleurs, pour dénoncer leurs conditions d'étude, le manque de personnels, les classes surchargées, les dysfonctionnements de leurs établissements et, plus largement, pour faire entendre leurs revendications et dénoncer les violences policières subies par leurs camarades.

Aujourd'hui, mardi 29 septembre, tous les lycées lillois étaient bloqués, de même que d'autres à travers toute l'Académie. Le mouvement s'élargit à l'ensemble des établissements, entraînant parfois quelques collèges à la marge. C'est donc une population jeune, parfois très jeune, qui se retrouve dans la rue pour manifester leur colère et défendre leur droit à l'éducation, et qui se mobilise aussi contre l'austérité budgétaire et le sous-investissement du service public.

Colère bien légitime : depuis la rentrée, la CGT Educ'Action alerte sur le nombre croissant d'établissements où les équipes sont incomplètes avant même le début des cours. Dans l'Académie de Lille, la quasi totalité des TZR sont en poste à l'année, rendant impossible les remplacements des absences. Les bâtiments, vétustes et parfois dangereux, accueillent des classes de plus en plus surchargées, dans des conditions incompatibles avec la réussite scolaire : chaleurs extrêmes en été, chauffages défaillants en hiver. Quant on pense que le gouvernement n'a rien trouvé de mieux que de réduire à 16 millions d'euros la maigre enveloppe prévue en juin à 60 millions pour la rénovation énergétique des écoles.

Enfin, au delà de passer leurs examens sous canicule, les lycéen·nes vivent dans la pression imposée par Parcoursup, système infernal et défaillant, qui matérialise le tri social et ajoute une pression supplémentaire sur une Université qui étouffe, par manque de moyens.

Comme à Paris, comme ailleurs, on n'accorde pas aux jeunes la légitimité de s'exprimer et le mouvement fait l'objet d'une répression qui s'intensifie. Hier à Lille, plusieurs interpellations, et des jeunes gens plaqués au sol, tabassés, blessés; aujourd'hui encore, l'arrestation d'un enfant de 14 ans devant le lycée Baggio, et des escouades de policiers chargeant les lycéens, parfois sans sommation, dans une surenchère de lacrymogènes et d'intimidations stériles.

Un État dont l'école apprend la démocratie à la jeunesse ne peut pas lui envoyer la police, et pourtant, le Rectorat de Lille a passé la consigne aux chefs d'établissement d'appeler la police au moindre attroupement devant les grilles des lycées. Les libertés d'expression, de réunion et de mobilisation des lycéen·nes doivent être respectées et protégées : les établissements scolaires ne peuvent devenir des lieux où l'on intimide, sanctionne ou réprime celles et ceux qui contestent et qui proposent. Pendant que notre ministère se gargarise avec des cérémonies militaristes imposées pour le 11 novembre, on matraque les lycéen·nes dans les rues; pendant que notre gouvernement prône l'austérité, nous prépare un budget au rabais, il déploie des moyens disproportionnés pour faire taire les revendications d'une jeunesse qui se sent oubliée.

La CGT Éduc'Action 59-62 exprime sa solidarité avec le mouvement lycéen et dénonce la répression violente de la mobilisation, l'usage de la force systématique et le mépris affiché pour les revendications portées par ces jeunes gens. Nous invitons les organisations syndicales lycéennes et étudiantes à continuer à construire avec les syndicats de personnels de l'Education un front pour porter ensemble nos revendications communes : une Ecole digne, une Education juste, et des moyens financiers et humains pour le service public d'Éducation.